

Il me fait maintenant extrêmement plaisir d'appeler M. Keenleyside. M. Keenleyside n'a aucun exposé à faire, mais il est entièrement à la disposition des membres du Comité qui voudront l'interroger sur les questions que nous avons discutées.

**M. H. L. Keenleyside, sous-ministre des Mines et Ressources, est appelé.**

M. FRASER: Je propose que M. Kidd pose ses questions.

*M. Kidd:*

D. Je ne savais pas qu'on soulèverait cette question ce matin; il s'agit de la fermeture du consulat de Kingston. Il se peut qu'il y ait d'autres cas de ce genre au Canada; par conséquent, j'attire votre attention sur ce point dans l'intérêt du public.

Peu de temps avant la guerre, et il se peut que vous soyez plus au courant que moi de cette question, le service consulaire américain maintenait un petit personnel dans des bureaux situés à divers endroits. Si les renseignements que l'on m'a fournis sont exacts, ces bureaux sont restés ouverts. Comme tout autre bureau, leur budget était équilibré par certaines recettes. A tout événement, un bon jour on a fermé le bureau en question, ainsi que plusieurs autres, au grand détriment de la population de cette région. Je ne crois pas qu'on puisse en blâmer nos propres fonctionnaires.

Pour être clair, permettez-moi de m'exprimer ainsi: une personne qui désire se procurer de tels documents et entrer aux Etats-Unis doit maintenant partir, disons, de la région Ottawa-Toronto,—Kingston étant situé à moitié chemin entre les deux villes, et il y a environ un million d'habitants dans cette région,— et se rendre à Toronto ou à Montréal, car je ne crois pas qu'il y ait un tel bureau à Ottawa.—R. Puis-je vous demander une chose? Vous voulez parler des consulats américains?

D. Oui.—R. Et non des consulats canadiens?

D. Non, et il en résulte que la personne qui fait une demande a 15 à 20 formules à remplir. J'ai déjà aidé un ou deux de mes amis qui se sont adressés à moi à ce sujet. On m'a remis une série de formules pour l'immigration. Il vous faut aller voir votre curé, le chef de police et tous ces gens-là. Il y a environ 20 formules. Il faut parfois se rendre à Toronto. J'y suis allé avec une dame. Je n'ai rien à dire contre les fonctionnaires américains, mais tout le monde sait que les services administratifs observent plus ou moins des heures fixes. Les gens qui n'ont pas l'habitude de s'adresser aux services administratifs n'arrivent pas toujours quand on leur dit. Quelqu'un peut arriver par avion à 11 heures du matin et se faire dire, vers midi, de revenir dans l'après-midi.

En tout cas, les gens qui habitent à 50, 60 ou 100 milles doivent se rendre là. Le fait d'attendre peut entraîner beaucoup de dépenses. Il y a une formule réservée à l'examen médical, et il faut faire certifier son état de santé par le médecin. Après vous avoir relaté ces faits que vous connaissez bien, j'espérais que le Comité recommanderait,—je suis prêt à signaler la chose à la Chambre des communes ou au ministre des Affaires extérieures,—d'accorder un meilleur service aux citoyens canadiens dans ce domaine. Je suppose que les mêmes conditions existent dans l'Ouest et dans l'Est. Serait-il possible d'obtenir un meilleur service? J'insiste surtout sur le cas de Kingston en ce moment. Nous y avons un bureau qui desservait ce centre. Je ne connais pas votre influence, mais j'aurais pu m'adresser à la presse hier et en faire une question personnelle. Je n'ai pas voulu aller aussi loin.—R. Cette question relève en fait du ministère des Affaires extérieures plutôt que du ministère des Mines et Ressources. C'est